

COMMUNIQUE DU SE-UNSA DORDOGNE

Il faut agir : stop au chamboule-tout et aux évolutions proposées !

Voilà des mois que notre cher Ministre de l'Education nationale ainsi que le gouvernement agissent seuls, sans concertation ni discussion et voilà des mois que **nous disons notre opposition aux évolutions proposées**. Notre but n'est pas de nous opposer par principe mais bien de dire que notre projet pour l'Ecole ne correspond pas à celui de nos dirigeants.

Nous avons vu comment le gouvernement s'est retrouvé en difficulté face aux différents mouvements de rue de fin d'année 2018 et qui se poursuivent chaque samedi depuis. Le président de la République et le gouvernement reçoivent par « effet boomerang » les discours de rejet et d'inutilité des corps intermédiaires. Leur responsabilité est importante dans cette situation.

Nos collègues peuvent se demander ce que font les syndicats ?

Nous avons bien conscience que le syndicalisme, dans son ensemble, est interrogé en ce moment. Pour nous, l'éloignement entre les organisations syndicales et ceux qu'elles représentent est un vrai défi que nous souhaitons relever. Que nous devons relever. **Il est donc nécessaire de communiquer sur nos positionnements, il est donc nécessaire d'agir.**

Mais selon quelles modalités d'action ?

Au SE-Unsa, nous envisageons **notre action sur le long terme** et nous posons tout le temps la question du **sens** : nous avons un projet pour l'école et la profession, à savoir la réussite des élèves au-delà des inégalités sociales, articulée à l'amélioration des conditions de travail de nos collègues et c'est avec cette boussole que nous agissons. Nous souhaitons aussi **agir avec la profession** et réussir à impliquer nos collègues qui se sont peu mobilisés sur les actions proposées depuis plus d'un an. En effet, et on peut aisément le comprendre, nos collègues réfléchissent avant de s'engager dans une grève à l'heure où la question du pouvoir d'achat des enseignants est essentielle et préoccupante. Et enfin, nous voulons faire en sorte que **l'opinion publique** soit avec nous.

Mais que font les syndicats ?

Et bien nationalement comme localement, ils agissent en concertation, entre syndicats, parfois avec des boussoles différentes, mais ils agissent, discutent et œuvrent et **travaillent au quotidien** pour répondre à chaque proposition de réforme. L'UNSA a déposé par exemple, 100 amendements sur le projet de loi Fonction publique. Ils interpellent aussi les élus locaux et nationaux, les parlementaires et dénoncent les propositions de lois. N'oublions pas non plus qu'ils agissent également au quotidien, **aux côtés et au service des collègues**.

Le « boulot » n'est pas mince !

Alors quels seront, au SE-Unsa, nos engagements dans les mobilisations de mars ?

Nous soutiendrons l'action pacifique des jeunes **pour le climat** le 15 mars ainsi que les marches qui, en France comme au plan international, auront lieu le 16 mars.

Nous ne serons pas de la mobilisation du 19 mars parce qu'elle est à l'initiative d'organisations ayant d'autres finalités que celles de sensibiliser sur l'avenir de la fonction publique ou de l'Education nationale. La **lisibilité des revendications** ce jour-là sera, à notre avis, bien mince !

Le **30 mars** prochain, nous appellerons les enseignants, CPE, psychologues et personnels d'accompagnement de l'Education nationale, à se mobiliser pour s'opposer à la politique du chamboule-tout dans notre ministère comme dans la fonction publique et exiger des politiques qui s'inscrivent dans la durée, qui soient construites avec nous et qui nous sécurisent pour relever durablement le défi de la cohésion sociale dans notre pays. Les orientations menées au pas de charge depuis le printemps 2017 sont largement idéologiques et ne peuvent nous satisfaire : *modifications incessantes et formatage des programmes de l'école comme du lycée, évaluations CP, CE1, 6e et 2de, suppressions d'emplois, heures supplémentaires imposées, formation initiale, création d'établissements publics des savoirs fondamentaux, restriction des vœux de mutations dans le premier degré et suppression du contrôle des représentants des personnels sur les opérations de mobilité et de promotion, recours accru au contrat, cadeau à l'enseignement privé par le financement de ses écoles maternelles...* **Stop au chamboule-tout M. Le Ministre !**

Agir donc, mais pas n'importe comment ! Agir oui, mais pas dans tous les sens au risque de perdre le soutien des collègues et celui de l'opinion publique. Agir oui, pour **exiger une politique éducative qui s'inscrive dans le long terme** et se construise avec nous, en reconnaissant notre engagement pour le Service public laïque d'éducation.